

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>20.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagnote	<b>Wahlen in kantonale Regierungen</b>
Akteure	<b>Glarus</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2022</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Beer, Urs  
Bernath, Magdalena  
Buchwalder, Mathias  
Bühlmann, Marc  
Da Pozzo, François  
Denz, Andrea  
Holenstein, Katrin  
Müller, Eva  
Porcellana, Diane  
Rinderknecht, Matthias  
Schoenholtz, Stephan

## Bevorzugte Zitierweise

Beer, Urs; Bernath, Magdalena; Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Da Pozzo, François; Denz, Andrea; Holenstein, Katrin; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen in kantonale Regierungen, Glarus, 1982 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 20.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	<b>1</b>
<b>Grundlagen der Staatsordnung</b>	<b>1</b>
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	3
Wahlen in kantonale Regierungen	3

# Abkürzungsverzeichnis

**VPOD** Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste

---

**SSP** syndicats des Services publics

# Allgemeine Chronik

## Grundlagen der Staatsordnung

### Wahlen

#### Wahlen

**ANDERES**  
DATUM: 08.06.1986  
KATRIN HOLENSTEIN

**Als Siegerin aus den Landratswahlen im Kanton Glarus ging die SVP hervor**, die mit neu 24 Abgeordneten zur FDP aufschloss. Da sich der auf der Freien Liste Elm gewählte Abgeordnete der FDP anschloss, bleiben die Freisinnigen mit 25 Vertretern jedoch weiterhin die stärkste Fraktion. Die CVP konnte ihren Besitzstand von 17 Mandaten wahren, die SP hingegen musste einen Sitz an die erstmals kandidierenden Grünen (Alternative Liste, Netstal) abgeben. Mit drei gewählten Parlamentarierinnen sank der Frauenanteil gegenüber 1982 um eine Abgeordnete auf 3,75% (1982: 5%).

Bei den Regierungswahlen sorgten eine sozialdemokratische Sprengkandidatur sowie regionale Proporzansprüche für Spannung. Da der bevölkerungsmässig und wirtschaftlich starke untere Kantonsteil bei einer Wahl der parteioffiziell portierten Nachfolger für die zurückgetretenen Regierungsräte Hans Meier (cvp) und Mathis Elmer (svp) nicht mehr in der Exekutive vertreten gewesen wäre, traten die beiden Unterländer Jules Landolt (cvp) und Christoph Stüssi (svp) als «wilde» Kandidaten gegen dieses regionalpolitische Ungleichgewicht an. Zusammen mit den fünf Bisherigen wurden sie schliesslich gewählt, während der neu aufgestellte offizielle CVP- bzw. SVP-Bewerber sowie der sozialdemokratische Kampfkandidat das absolute Mehr nicht erreichten.

Die Wahlbeteiligung war mit 61,7% überdurchschnittlich hoch.<sup>1</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 01.01.2018  
DIANE PORCELLANA

Durant l'année **2018, les autorités des cantons de Berne, de Nidwald, d'Obwald, de Zoug, de Glaris, des Grisons et de Genève ont été renouvelées**. Le PLR a sauvé ses sièges laissés vacants dans les exécutifs de Berne, de Nidwald, de Zoug et de Genève. Le PS a réussi à maintenir les siens à Berne et aux Grisons; tout comme le PBD à Glaris, le PCS à Obwald, les Verts à Berne et l'UDC à Nidwald.

Alors que le PDC avait assuré son siège lors de l'élection complémentaire de 2016 à Obwald, il l'a finalement perdu au profit de l'UDC. En Appenzell Rhodes-Intérieures, Thomas Rechsteiner (pdc), en retrait, a lui aussi été remplacé par un UDC, Ruedi Eberle. Le Parti du centre a récupéré un des deux fauteuils du PBD aux Grisons et celui de l'Alternative verte à Zoug. Le conseiller d'Etat sortant genevois Luc Barthassat (pdc) n'a pas été réélu, tout comme les conseillers municipaux des villes de Zürich et Winterthour, respectivement Josef Lisibach (udc) et Claudia Nielsen (ps). Enfin, lors de l'élection complémentaire organisée dans le canton de Fribourg, le siège Vert a été cédé au PLR.

S'agissant des législatifs cantonaux, le PS a gagné au total 13 sièges (BE: +5; OW: +2; GL: +1; ZG: +2; GR: +3), mais en a perdu 3 à Genève. A l'inverse, le PDC a remporté un douzième mandat à Genève et a vu son nombre de représentants diminuer dans plusieurs cantons (OW: -3; NW: -1; ZG: -1; GR: -1). Le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Berne (+3 sièges), des Grisons (+3), de Genève (+4) et de Nidwald (+2). Dans les autres cantons, il en a perdu 4 (OW: -2; GL: -1; ZG: -1). Les Verts ont surtout progressé à Genève avec un gain de 5 mandats. Ils ont décroché un dixième siège au parlement zougais et ont cédé 2 des leurs à Berne. Les Vert'libéraux ont obtenu 2 sièges supplémentaires à Glaris et 1 aux Grisons. Sauf à Obwald (+2) et aux Grisons (-), l'UDC n'a enregistré que des pertes (BE: -3; GE: -3; NW: -2; GL: -2; ZG: -1). Il a cédé 3 fauteuils à Winterthour et le double dans la ville de Zürich. Le PBD figure également parmi les perdants avec 7 députés en moins (GR: -5; GL: -1; BE: -1), tout comme le MCG (GE: -8) et le PEV (BE: -2).

Il n'y a eu que dans le législatif du canton d'Obwald et de la ville de Zürich, où le nombre de femmes s'est amoindri par rapport aux élections précédentes (OW: de 16 à 14 sièges; Zürich: de 42 à 40). La présence féminine au gouvernement zougais est assurée avec l'élection de Silvia Thalmann-Gut (pdc). Berne et Genève comptent désormais une ministre supplémentaire. Le gouvernement grisonnais est devenu exclusivement masculin suite au départ de Barbara Janom Steiner (pbd), et Anne-Claude Demierre (FR, ps) n'a plus de collègue féminine suite à la démission de Marie Garnier (FR, verts).

L'exécutif de Winterthour possède une femme de plus dans ses rangs, avec l'élection de la socialiste Christa Meier.

En parallèle des élections cantonales et communales, le Conseil national n'a pas donné suite à une initiative parlementaire prônant une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Il a également, lors du vote final, rejeté le projet pour la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Enfin, l'auteur de la fraude électorale, lors des élections cantonales valaisannes 2017, a été condamné à 12 mois de prison avec sursis.<sup>2</sup>

WAHLEN  
DATUM: 31.12.2021  
MATHIAS BUCHWALDER

En **2021, quatre cantons ont réélu leurs autorités législatives** (FR, NE, SO et VS). Comme en 2020, les partis écologistes ont bénéficié de la vague verte. Les Vert-e-s ont augmenté leur score dans les quatre cantons s'étant rendus aux urnes. Ils ont notamment plus que doublé leur part des voix dans le canton de Fribourg. Avec ces progressions, un total de 17 sièges supplémentaires est tombé dans leur escarcelle dans les quatre cantons (de 38 à 55). De leur côté, les Vert'libéraux ont également progressé à Fribourg, Neuchâtel et Soleure. Neuf élu.e.s supplémentaires ont rejoint leur députation, qui passe de 8 à 17 dans ces trois cantons. Pour leur première participation en Valais, ils n'ont en revanche pas pu entrer au Grand Conseil, en récoltant moins d'un pour cent des voix. Du côté des perdants, le PS a en particulier fait les frais des progrès des Vert-e-s. Le parti à la rose a perdu des suffrages dans chaque canton (19 sièges en moins au total). Quant au PLR, il a perdu 12 sièges au total, mais sa part des suffrages est restée relativement stable. A noter que la réduction du nombre de député.e.s de 115 à 100 dans le canton de Neuchâtel fausse un peu la donne, le PLR ayant par exemple cédé 11 sièges pour un score en léger recul. La stabilité a également régné sur l'UDC, dont le nombre de sièges dans ces quatre cantons passe de 71 à 69. Pour le dernier parti gouvernemental, l'année 2021 a été marquée par les premières élections sous le nouveau nom du Centre, dans les cantons de Fribourg et Neuchâtel. A Soleure et en Valais, le PDC concourait encore sous son ancienne bannière, alors que le PBD n'était présent que dans le canton du nord-ouest de la Suisse. S'il faudra probablement attendre les élections fédérales de 2023 pour tirer un bilan de la fusion entre les deux partis, les premières observations n'ont pas démontré de progression significative. Traditionnellement fort dans le canton catholique de Fribourg, le Centre s'est maintenu, en ne perdant qu'un siège. Plutôt faible dans le canton réformé de Neuchâtel, il a gagné deux sièges, passant de 2 à 4. A Soleure, le PDC est resté au même niveau, alors qu'il a poursuivi son déclin en Valais (7 sièges en moins).

La **part des sièges occupés par des femmes au sein des parlements** a augmenté dans chaque canton. La progression a été particulièrement marquée en Valais (de 19.2 à 34.6%) – où le Conseil d'Etat est en revanche désormais composé exclusivement d'hommes – et à Neuchâtel (de 33.9 à 58%), qui est devenu le premier parlement cantonal en Suisse dans lequel siège une majorité féminine. A Fribourg, 33.6% des parlementaires sont des femmes (+4.5pp), alors que ce taux se monte à 30% dans le canton de Soleure (+1.0pp). Tractée par la mobilisation habituelle du Haut-Valais, la participation a frôlé les 60% en Valais (59.5%). A l'autre extrême, moins d'un.e ayant-droit sur trois s'est rendu.e aux urnes dans le canton de Neuchâtel (31.7%). La participation a été de 37.8% à Fribourg et de 44.2% à Soleure.

Lors du **renouvellement des exécutifs** dans les quatre mêmes cantons, le Centre/PDC a subi plusieurs revers. A Fribourg, le troisième siège centriste, détenu depuis 1857, n'a pas pu être défendu. Conclue pour le deuxième tour, la grande alliance de droite, composée du Centre, du PLR et de l'UDC, a néanmoins conservé cinq sièges, l'UDC Philippe Demierre (FR, udc) faisant son entrée au Conseil d'Etat. A gauche, le PS a cédé l'un de ses deux sièges aux Vert-e-s. Le PDC a également perdu un siège en Valais et à Soleure, respectivement au profit de l'UDC et du PLR. Ainsi, les démocrates-chrétiens ne détiennent plus leur majorité historique au Conseil d'Etat dans la vallée du Rhône. Les autres partis (PLR et PS) ont conservé leurs sièges. Sur les bords de l'Aar, le PLR tient désormais le couteau par le manche avec ses deux représentants, qui sont accompagnés par une socialiste, une verte et, comme évoqué précédemment, une démocrate-chrétienne. Enfin, 3 PLR et 2 PS forment le gouvernement sur les rives du lac de Neuchâtel. La situation s'est inversée par rapport à la précédente législature, durant laquelle le gouvernement se composait de 3 PS et 2 PLR.

Dans le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures, la Landsgemeinde n'a pas pu se tenir en raison de la pandémie. Pour la deuxième année consécutive, les citoyennes et citoyens ont donc dû se rendre aux urnes afin de confirmer le mandat accordé à leurs autorités (« Bestätigungswahlen »), un cas de figure qui ne s'était jamais présenté avant 2020.

En outre, deux **élections complémentaires** dans des gouvernements cantonaux ont eu lieu en 2021. La verte Fabienne Fischer (GE) a fait son entrée au Conseil d'Etat genevois après la démission de Pierre Maudet (GE, sans parti). A Glaris, le socialiste Markus Heer a repris la place du démocrate-chrétien Rolf Widmer. Avec ces changements, 41 femmes siègent dans des exécutifs cantonaux à la fin de l'année 2021, soit deux de plus qu'un an auparavant. Sur un total de 154 sièges, 26.6% sont donc occupés par des femmes. Sept cantons ne comptent pas de présence féminine à l'exécutif (LU, UR, AR, GR, AG, TI, VS).

Deux des dix plus grandes **villes** du pays, Lausanne et Lugano, ont également renouvelé leurs autorités en 2021. Dans le chef-lieu vaudois, peu de changements sont à noter. Le Conseil communal est resté aux mains de la gauche, qui détient 66 sièges sur 100. Concernant la Municipalité, l'alliance entre les partis de gauche, malgré une désunion lors du premier tour, s'est reformée lors du deuxième et a conservé 6 sièges sur 7. Comme lors de la législature précédente, le PLR Pierre-Antoine Hildbrand est le seul membre de droite. Si l'on se penche sur les élections communales vaudoises dans leur ensemble, les Vert-e-s ont réalisé la progression la plus marquée, au détriment notamment des libéraux-radicaux. Au Tessin, les élections avaient été repoussées d'une année en raison de la pandémie de Covid-19. Pour autant, cela n'a pas provoqué de changements radicaux à Lugano, qui est restée en mains bourgeoises. Comme lors de la précédente législature, trois membres de la Lega dei Ticinesi, deux PLR, un PDC – l'ex-sénateur Filippo Lombardi – et une socialiste ont été élu.e.s à l'exécutif. Au législatif, le PLR demeure le parti le mieux représenté malgré un score en recul. Suite au décès en août du syndic de la ville Marco Borradori (lega), l'UDC Tiziano Galeazzi, premier des viennent-ensuite de la liste de droite, a fait son entrée au Conseil de ville.<sup>3</sup>

### Wahlen in kantonale Parlamente

**WAHLEN**  
DATUM: 07.03.1982  
FRANÇOIS DA POZZO

Mit dem Übergang von der flexiblen Mitgliederzahl zum festen «Rat der Achtzig» waren im Kanton **Glarus** drei Vertreter mehr ins Rathaus abzuordnen als vier Jahre zuvor, was allerdings weder ein eigentliches Wahlfieber noch grundlegende Veränderungen der politischen Machtstruktur verursachte. FDP und SVP vermochten ihre Stellung als stärkste Gruppen noch auszubauen. Die Mandatszahl der Christlichdemokraten blieb unverändert; die SP verlor einen Sitz. Noch einen niedrigeren Wellengang als die Parlamentswahlen zeitigte die Bestellung der Exekutive, konnten sich doch die sieben amtierenden Regierungsräte unbestritten zur Wiederwahl stellen.<sup>4</sup>

### Wahlen in kantonale Regierungen

**WAHLEN**  
DATUM: 18.03.1990  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Glarner Regierungsratswahlen, welche immer vor den Landratswahlen und vor der Landsgemeinde stattfinden, wurden bei einer Stimmbeteiligung von 51% **für die zurückgetretenen Emil Fischli (cvp) und Martin Brunner (sp) die Kandidaten Rudolf Gisler (cvp) und Werner Marti (sp)** gewählt. Ein zweiter sozialdemokratischer Kandidat erreichte zwar ebenfalls das absolute Mehr, schied aber als überzählig aus der Wahl. Zwei parteilose Kandidaten erlangten das absolute Mehr nicht. Die **bisherigen Regierungsräte wurden alle bestätigt**.<sup>5</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 01.01.1994  
EVA MÜLLER

Bei den Wahlen in die Kantonsregierungen kam es parteipolitisch in **vier Kantonen** zu einer **neuen Zusammensetzung**: In Glarus konnte die SP der CVP einen Regierungssitz wegnehmen, in Baselland gewann die CVP einen Sitz auf Kosten der SVP. Im Waadt verlor die FDP einen Sitz zugunsten der Grünen, während im Jura der Combat socialiste und die CSP ausschieden und der FDP und der SP den Wiedereintritt in die Regierung ebneten. Auffällig ist die **Nichtbestätigung** gleich **dreier bisheriger Regierungsmitglieder**: Jules Landolt (cvp, GL), Odile Montavon (combat socialiste, JU) und Philippe Pidoux (fdp, VD) wurden nicht wiedergewählt. Deutlich ist auch die **Zunahme des Frauenanteils** in den Exekutiven: Baselland und Zug wählten ihr erstes weibliches Regierungsmitglied, während Appenzell Ausserrhoden auf Anhieb zwei Frauen in die Regierung schickte und damit dem Beispiel des Kantons Bern folgte, der mit Elisabeth Zölch ebenfalls eine zweite Frau in die Regierung gewählt hat. Bis Ende des Berichtsjahres waren damit von 166 kantonalen Exekutivämtern 16 (9,6%) von Frauen besetzt (1993: 11; 6,6%).

**WAHLEN**  
DATUM: 20.03.1994  
EVA MÜLLER

In Glarus hatte eine Führerausweis-Affäre von Landammann Jules Landolt, welcher deshalb von der CVP nicht mehr portiert wurde, Folgen. In der Folge verpasste Landolt im Alleingang die Wahl knapp, wie auch die offizielle Kandidatin der CVP, Theres Pianta. Lachende **Gewinnerin** war die **SP**, welche von der CVP im fünften Anlauf den zweiten Sitz zurückholen konnte. Damit wurde die seit fast drei Jahrzehnten bestehende parteipolitische Zusammensetzung der Regierung (2 CVP, 2 SVP, 2 FDP, 1 SP) gesprengt. Neu hielt Jakob Kamm (sp) in der Exekutive Einzug. Die sechs anderen Regierungsmitglieder wurden problemlos wiedergewählt.

Der bisher sehr populäre Landolt war trotz Fahrausweisentzug Auto gefahren und zeigte keine Reue.<sup>6</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 15.03.1998  
URS BEER

In den Glarner Regierungswahlen vom 15. März waren zwei Sitze neu zu besetzen. Grosse **Wahlgewinnerin** war die **FDP**, die **auf Kosten der SP** einen dritten Sitz hinzu gewann. Damit setzt sich die Glarner Regierung neu aus **drei** Mitgliedern der **FDP**, **zwei** der **SVP** und **je einem** der **SP** und **CVP** zusammen. Nebst dem bisherigen Regierungsrat Willy Kamm wurde die zweite offizielle Kandidatin der FDP, die Rechtsanwältin **Marianne Dürst-Kundert** als **erste Glarner Regierungsrätin** mit einem Glanzresultat gewählt. Sie ersetzte damit den profilierten, nicht aber unumstrittenen Baudirektor Kaspar Rhyner (fdp). In den letzten zwanzig Jahren hatten insgesamt sechs Frauen erfolglos eine Wahl in die Exekutive versucht. Trotz schwieriger Ausgangslage schaffte auch der dritte, "wild" angetretene, Freisinnige, Pankraz Freitag, den Sprung in die Regierung, zum grossen Ärger der SP, die den Sitz ihres zurückgetretenen Volkswirtschaftsleiters Werner Marti (sp) nicht verteidigen konnte. Kandidaturen ohne Parteiunterstützung haben im Glarnerland Tradition; so wurden in den letzten 25 Jahren vier sogenannte wilde, d.h. nicht von ihrer eigenen Partei nominierte Kandidaten in die Regierung gewählt. Während der bisherige sozialdemokratische Regierungsrat Jakob Kamm mit dem zweitbesten Resultat wiedergewählt wurde, scheiterte der zweite Kandidat der SP, Kaspar Marti, abgeschlagen auf dem zweitletzten Platz. Ebenso klar scheiterte der Versuch der CVP, ihren 1994 an die SP verlorenen Sitz zurückzuholen. Nebst der Wiederwahl des bisherigen Regierungsrates Rudolf Gisler landete der zweite CVP-Kandidat Georg Müller noch hinter Kaspar Marti auf dem letzten Platz. Bei der SVP wurden die beiden bisherigen Röbi Marti und Christoph Stüssi wiedergewählt, wobei Röbi Marti am meisten Stimmen aller Kandidierenden erzielte. Die Stimmbeteiligung lag bei 47,1%.<sup>7</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 07.04.2002  
MAGDALENA BERNATH

Bei den Regierungswahlen vom März trat Finanzdirektor Christoph Stüssi von der SVP nicht mehr an. Um seinen Sitz kämpften ein offizieller und zwei "wilde" Kandidaten der SVP sowie ein Bewerber aus der SP. Die sechs bisherigen Regierungsräte wurden in ihrem Amt bestätigt. Das beste Ergebnis erzielte Pankraz Freitag (fdp), auf ihn folgten Robert Marti (svp), Jakob Kamm (sp), Willy Kamm (svp), Rudolf Gisler (cvp) und Marianne Dürst (fdp). Unter dem absoluten Mehr blieben Franz Schiesser (sp), die beiden wild kandidierenden SVP-Mitglieder Hans Schnyder und Jakob Trümpi und der offizielle Kandidat der SVP, Hanspeter Gisler. Obschon wilde Kandidaturen in Glarus Tradition haben, drohte SVP-Kantonalpräsident This Jenny den wilden Kandidaten mit dem Parteiausschluss; er konnte jedoch keinen der Kontrahenten zu einem Verzicht bewegen. Im zweiten Wahlgang setzte sich **SP-Landrat Franz Schiesser** deutlich gegen die drei SVP-Bewerber durch und **eroberte den 1998 an die FDP verlorenen zweiten Sitz** zurück.<sup>8</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 12.02.2006  
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Die Spannung der Wahlen vom Februar erwuchs aus der **Verkleinerung des bisher 7-köpfigen Regierungsrates auf 5 Mitglieder**. Da alle Bisherigen sich erneut zur Wahl stellten, war das Feld für Neubewerber so gut wie verschlossen. Diese Ausgangslage akzentuierte die Wahl als Rivalität zwischen den verschiedenen Persönlichkeiten im Rat. Die **SP verlor ihren zweiten Sitz** in der Regierung, den Franz Schiesser erst 2002 erobert hatte. Die **FDP büsste** zwar den **Sitz von Willy Kamm ein**, hat aber mit Marianne Dürst und Pankraz Freitag als einzige Partei zwei Mitglieder im neuen Regierungsrat. Je einen Vertreter stellen die drei anderen grossen Parteien mit Robert Marti (svp), Jakob Kamm (sp) und Rolf Widmer (cvp), der das beste Ergebnis erzielte. Die Stimmbeteiligung lag bei 43,8%.<sup>9</sup>



Die Regierungswahlen im Kanton Glarus wurden zu **stillen Wahlen**, weil die SVP mangels Kandidaten auf eine eigene Kandidatur für die Gesamterneuerungswahlen verzichten musste. Dies, obwohl die Partei, die im Landrat die zweitstärkste Fraktion stellt, seit dem Übertritt von Robert Marti zur BDP (2008) im Kanton Glarus ohne Regierungsbeteiligung ist. **Erstmals in ihrer Geschichte** musste die **Glarner SVP damit auf eine Beteiligung an den Regierungsratswahlen verzichten**, was ihr prompt eine Rüge von der Mutterpartei einbrachte. Ständerat This Jenny, der gleichzeitig die SVP-Fraktion im Glarner Parlament präsidiert, begründete den Entscheid mit dem Umbruch, in dem sich die Partei nach dem Abgang mehrerer Exponenten zur BDP befinde. Man müsse zuerst wieder neue Köpfe aufbauen und wolle keine Alibikandidaturen. Die SP musste somit ihren durch den Rücktritt von Jakob Kamm frei werdenden Regierungssitz mit ihrer Parteipräsidentin Christine Bickel-Vetsch lediglich gegen den parteilosen Dirk van Vliet verteidigen, was ihr problemlos und im ersten Wahlgang gelang. Auch die vier Bisherigen, Andrea Bettiga (fdp), Marianne Dürst (fdp) Robert Marti (bdp) und Rolf Widmer (cvp), der die meisten Stimmen erhielt, schafften das absolute Mehr problemlos. Van Vliet, der vier Wochen vor den Wahlen gegen den Willen seiner Partei eine wilde Kandidatur angekündigt hatte und für die kantonale Exekutive als Parteilooser, für die Gemeindeparlamentswahlen in Glarus aber auf der FDP-Liste angetreten war, gelang lediglich ein Achtungserfolg.<sup>10</sup>

Gleichzeitig zu den Gesamterneuerungswahlen für die kantonalen Parlamente standen in den **Kantonen Bern, Obwalden, Nidwalden, Zug und Graubünden** auch die Exekutivwahlen an. Im Kanton Glarus wurde die Regierung rund vier Monate vor dem Parlament bestellt. In fünf der sechs Kantone wurde die Regierungszusammensetzung bestätigt. Einzig in Glarus wurde eine amtierende SP-Regierungsrätin von der SVP verdrängt. Die Glarner Regierung ist damit ab 2014 rein bürgerlich zusammengesetzt. Erfolgreiche Angriffe ritt die SVP in den Kantonen Bern und Nidwalden, wo sie ihre bestehenden Mandate ausbauen, sowie in den Kantonen Graubünden und Obwalden, wo sie erstmals in die Regierung einziehen wollte. Die Angriffe scheiterten in allen vier Kantonen – in Bern allerdings nur sehr knapp. Der Kanton Obwalden bleibt für die SVP damit ein weisser Fleck, was die Regierungsbeteiligung angeht. Die Regierungszusammensetzung im Kanton Nidwalden blieb zwar letztlich gleich, dort wurde aber ein amtierender Regierungsrat der CVP abgewählt. Im Kanton Graubünden vermochte die BDP ihre beiden Sitze zu halten und im Kanton Bern wurde die linksgrüne Mehrheit ein weiteres Mal verteidigt – allerdings nur dank des garantierten Sitzes der französischsprachigen Minderheit. Die SP musste nicht nur die Abwahl aus der Glarner Regierung verkraften – nach über 72 Jahren Regierungsbeteiligung – sondern sie scheiterte auch mit ihrem Versuch, den vor acht Jahren verlorenen Regierungssitz im Kanton Zug zurückzuerobern.

Werden die Verschiebungen aufgrund der Ersatzwahlen, die 2014 in drei Kantonen durchgeführt werden mussten (BS, NE, TG), berücksichtigt, verteilen sich die total 156 kantonalen Regierungsratssitze per Ende 2014 wie folgt auf die Parteien: Die **FDP** blieb mit im Vergleich zu Ende 2013 unveränderten 42 Sitzen die stärkste Kraft in den kantonalen Exekutiven. Sie hielt 26,9% aller Regierungsmandate. Auch die **CVP** blieb unverändert bei einem Viertel aller Sitze (39; 25%) zweitstärkste Regierungskraft. Die **SP**, die zwar 2014 einen Sitz verloren hatte, hatte nach wie vor knapp mehr als jedes fünfte Regierungsmandat inne (32 Sitze, 20,5%). 14,1% aller Regierungssitze besetzte Ende 2014 die **SVP**, die also gemessen an ihrer Wählerstärke in den kantonalen Regierungen nach wie vor eher untervertreten ist. Die **Grünen** hielten neun Sitze und die restlichen 12 Sitze verteilten sich auf die BDP (4), Parteilose (3), die Lega (2) sowie die CSP, das MCG und die LP (je ein Sitz). Trotz verschiedentlichen Angriffen schaffte es die GLP auch 2014 nicht in eine kantonale Regierung – bei den Ersatzwahlen in Basel-Stadt scheiterte sie allerdings nur knapp.

Im Vergleich zu Ende 2013 konnten die **Frauen wieder um einen Regierungssitz zulegen**. Zwar wurde im Kanton Glarus mit Christine Bickel (sp) eine Frau abgewählt und mit Marianne Dürst Benedetti (fdp, GL) und Esther Gasser Pfulg (fdp, OW) waren 2014 zwei Frauen zurückgetreten, weil Bickel aber durch Marianne Lienhard (svp, GL) und Gasser-Pfulg durch Maya Büchi (fdp, OW) ersetzt wurde und im Kanton Thurgau mit Carmen Haag (cvp, TG) bei Ersatzwahlen eine Frau in die Regierung gewählt wurde, hielten die Frauen neu 36 der schweizweit 156 Regierungssitze (23,1%). Ende 2014 sass damit in allen Kantonen mindestens eine Frau in der Regierung, in sieben Kantonen (ZH, BE, UR, NW, FR, SH, TG) besetzten Frauen jeweils zwei Sitze und im Kanton Waadt ist die Regierung mehrheitlich weiblich (4 Sitze). Die meisten Regierungsrätinnen stellte die SP (13), deren Exekutivämter zu 40,6% durch Frauen besetzt waren. Bei der FDP

waren 10 kantonale Exekutivmitglieder weiblich, wobei dies einem innerparteilichen Frauenanteil von 23,8% entsprach – weniger als bei den Grünen, die mit vier Regierungsrätinnen einen innerparteilichen Frauenanteil von 44,4% erreichten. Ebenfalls nur vier der allerdings total 39 Regierungsmandate stellte die CVP (10,3%), die damit eine noch schlechtere Frauenquote aufwies als die SVP (3 Regierungsrätinnen; 13,6%).

**WAHLEN**  
DATUM: 09.02.2014  
MARC BÜHLMANN

**Vier der fünf Mitglieder der Glarner Regierung** stellten sich für die Gesamterneuerungswahlen vom 9. Februar 2014 zur **Wiederwahl**: Andrea Bettiga (fdp), Christine Bickel (sp), Röbi Marti (bdp) und Rolf Widmer (cvp). Der Rücktritt von Marianne Dürst Benedetti (fdp) nach 16-jähriger Amtszeit machte die Ausgangslage spannend. Die FDP war mit zwei Sitzen in der Exekutive – verglichen mit ihren 12 Sitzen im 60-köpfigen, im Mai neu zu bestellenden Kantonsparlament – übervertreten. Die SVP – mit 17 Sitzen noch vor der FDP stärkste Fraktion im Landrat – war hingegen seit dem Übertritt von Röbi Marti 2008 zur BDP nicht mehr im Regierungsrat vertreten und griff deshalb den frei werdenden Sitz mit der Landrätin Marianne Lienhard (svp) an, die ein Treuhandunternehmen in Glarus leitet. Bis 2002 sass die Volkspartei gar noch mit zwei Vertretern in der damals allerdings noch siebenköpfigen Exekutive. Die Freisinnigen ihrerseits versuchten, ihren zweiten Sitz mit Benjamin Mühlemann zu verteidigen, der seit 2010 im Landrat sass. Keinen Kandidaten stellten die Grünen, unterstützten aber Christine Bickel und wiesen darauf hin, dass Links-Grün ein Sitz in der Regierung zustehe. Da sich die inhaltliche Ausrichtung der neu kandidierenden kaum unterschied, wurde gemutmasst, dass das Geschlecht und der Wohnort mitentscheidend sein könnten für das Rennen zwischen FDP und SVP. Nicht nur der Frauenbonus sprach dabei für Marianne Lienhard, sondern auch der Umstand, dass sie aus dem in der Exekutive nicht vertretenen Glarus Süd stammt, wohingegen Benjamin Mühlemann in Glarus Nord beheimatet ist, das bereits zwei Regierungsräte stellt. Lienhard wurde zudem vom kantonalen Bauernverband unterstützt. Die Wahl der vier Bisherigen galt als unbestritten, wurde im Kanton Glarus doch letztmals vor 20 Jahren ein amtierendes Regierungsmitglied abgewählt.

Die **Abwahl der amtierenden Christine Bickel (sp)** galt denn auch als faustdicke Überraschung. Die vor vier Jahren ins Departement für Bildung und Kultur gewählte Sozialdemokratin hatte sich wegen ihrer Amtsführung nichts vorzuwerfen. Obwohl sie mit 5'689 Stimmen das absolute Mehr (4'873) deutlich übersprang, musste sie als sechstplatzierte über die Klinge springen. Damit war die SP erstmals seit 1942 nicht mehr in der Glarner Regierung vertreten. Über die Gründe ihrer Abwahl herrschte bei der Glarner SP Ratlosigkeit. Bickel war augenscheinlich das Opfer des Zweikampfes zwischen Marianne Lienhard (svp) und Benjamin Mühlemann geworden, die letztlich beide gewählt wurden, Lienhard mit 7'373 Stimmen und Mühlemann mit 6'303 Stimmen. Der Wahlkampf der beiden Neuen sei wesentlich präsenter gewesen als jener von Bickel. Damit konnte sowohl die FDP ihren zweiten Sitz verteidigen als auch die SVP wieder in die Glarner Exekutive einziehen. Ungefährdet blieben die drei anderen Bisherigen. Andrea Bettiga (fdp) erhielt am meisten, nämlich 9'321 Stimmen, gefolgt von Rolf Widmer (cvp, 8'900 Stimmen) und Röbi Marti (bdp, 7'519 Stimmen). Die Wahlbeteiligung lag – auch aufgrund der gleichzeitig stattfindenden eidgenössischen Abstimmungen bei 43,2%. Ebendiese Abstimmungen hätten vor allem die wertkonservativen Glarnerinnen und Glarner an die Urne mobilisiert, was der abgewählten Christine Bickel sicher nicht genützt habe. Der auch bei Urnengängen zu beobachtende Trend hin zu bürgerlich-konservativen Entscheiden habe sich nun auch bei der Regierungswahl gezeigt und resultiere letztlich in einer rein bürgerlichen Glarner Exekutive, war in den Kommentarspalten zu lesen.<sup>11</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 04.03.2018  
ANDREA DENZ

Vor den **Regierungsratswahlen 2018 im Kanton Glarus** gab es einen Rücktritt zu vermelden. BDP-Magistrat Röbi Marti, welcher 2019 aufgrund Erreichens des Pensionsalters sowieso aus dem Amt geschieden wäre, verkündete auf die Erneuerungswahl hin seinen Abgang. Marti hatte 21 Jahre lang in der Glarner Exekutive gedient, und war ursprünglich noch als SVP-Regierungsrat gewählt worden. Seine vier bürgerlichen Amtskollegen stellten sich allesamt der Wiederwahl. Von der FDP traten Benjamin Mühlemann und Landesstatthalter Andrea Bettiga an. Für die CVP kandidierte der amtierende Landammann Rolf Widmer und für die SVP stellte sich Marianne Lienhard für eine weitere Amtszeit zur Verfügung. Für Martis Nachfolge standen ein BDP- und ein SP-Kandidat bereit. Landrat Kaspar Becker wollte den Sitz für die Bürgerlich-Demokraten verteidigen. Die Sozialdemokraten waren seit der überraschenden Abwahl von Regierungsrätin Christine Bickel vor vier Jahren nicht

mehr in der Regierung vertreten. Ändern sollte dies nun Land- und Gemeinderat Christian Büttiker. Die Grünen verzichteten auf eine Kandidatur. Der Wahlkampf blieb ausserordentlich konfrontationslos, fand doch beispielsweise kein einziges Wahlpodium im Kanton statt. Zu reden gab höchstens, dass in Leserbriefen hauptsächlich SP-Kandidat Büttiker angegriffen wurde. Dessen Wahlchancen galten im durch und durch bürgerlichen Kanton Glarus allgemein als eher mässig. Offiziell unterstützt wurde er – wenig überraschend – von den Grünen und der Gewerkschaft VPOD.

Auf den mehr oder weniger ereignislosen Wahlkampf folgte am 4. März ein eindeutiges Resultat: Die bürgerlichen Kandidaten – BDP-Mann Becker einbezogen – distanzieren den Sozialdemokraten Büttiker deutlich. Das beste Ergebnis erzielte CVP-Landammann Rolf Widmer (8'790 Stimmen), dicht gefolgt von FDP-Amtsinhaber Benjamin Mühlemann (8'722 Stimmen). Die anderen Bisherigen, FDP-Mann Andrea Bettiga (8'399 Stimmen) und SVP-Frau Marianne Lienhard (7'613 Stimmen), folgten dahinter. BDP-Kandidat Kaspar Becker wies zwar mit 6'978 Stimmen etwas Abstand auf die Bestgewählten auf, setzte sich aber deutlich von SP-Mann Christian Büttiker ab, welcher lediglich 3'540 Stimmen erhielt. Das absolute Mehr von 4'678 Stimmen übersprang Becker ebenfalls problemlos. Die Wahlbeteiligung lag mit 41.9 % etwas tiefer als noch 2014 (43.2%); für die Berechnung flossen bei den diesjährigen Wahlen allerdings auch nur noch die gültig abgegebenen Stimmen ein. Beckers Wahl war zwar keinesfalls eine Überraschung, die Deutlichkeit war aber doch eher unerwartet; auch weil man aufgrund der gleichzeitig stattfindenden No-Billag Abstimmung von einer stärkeren Mobilisierung des linken Lagers ausgegangen war. SP-Parteipräsident Jacques Marti schoss am Wahlsonntag und in einem späteren Interview mit der Südostschweiz scharf gegen die BDP, weil er sie beschuldigte, hinter der Leserbriefkampagne gegen Büttiker gestanden zu haben. Becker bezeichnete die Aussagen als «völlig deplatziert», und auch BDP-Präsident Karl Mächler wies den Vorwurf entschieden zurück. Vorwürfe hin oder her, muss sich die SP – nach langwährender Regierungsbeteiligung (1942–2014) – erneut auf Oppositionspolitik einstellen.<sup>12</sup>

---

1) TA, 10.2.86, 7.6.86, 9.6.86; SGT, 12.3.86; NZZ, 14.3.86, 17.3.86, 6.6.86, 9.6.86.

2) Elections cantonales et communales 2018

3) Récapitulatif élections cantonales et communales 2021

4) Vat., 3.3.82, 3.6.82; NZZ, 5.3.82, 8.3.82, 7.6.82, 30.6.82; TA, 3.6.82.

5) NZZ, 6.2. und 19.3.90; LNN, 13.3.90.

6) Presse vom 21.3.1994.

7) Wahlen vom 15.3.98; Presse vom 16.3.98.14

8) Presse vom 18.3.02; TA, 2.4.02; Büz, 4.4.02; Büz und NZZ, 8.4.02.

9) AZ, 8.2.06; Bund, 11.2.06; NZZ, 7.1.06; SGT, 9.2.06; TA, 9.2.06; Presse vom 13.2.06.

10) NZZ, 4.2.10; Presse vom 8.3.10; NZZ, 8.3.10

11) SGL, 6.1., 10.1.14; SGL, 13.1.14; SGL, 14.1., 16.1., 18.1., 25.1.14; NZZ, 28.1.14; SGL, 31.1.14; NZZ, SGL, 10.2.14

12) SGL, 19.9., 27.10.17; SGL, 31.10.17; SGL, 12.1., 13.1., 9.2., 3.3.18; NZZ, SGL, 5.3.18; SGL, 6.3., 7.3.18